



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/51/545
23 octobre 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquante et unième session
Points 7, 10 et 24 de l'ordre du jour

COMMUNICATION FAITE PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL EN VERTU DU PARAGRAPHE 2
DE L'ARTICLE 12 DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES

RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR L'ACTIVITÉ DE L'ORGANISATION

DROIT DE LA MER

Lettre datée du 18 octobre 1996, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de la République islamique d'Iran
auprès de l'Organisation des Nations Unies

Me référant à la note verbale en date du 25 juillet 1996, que vous a adressée la Mission permanente de l'Arabie saoudite auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/50/1028, annexe) au sujet des objections émises par ce pays à certaines dispositions de la Loi sur les zones maritimes de la République islamique d'Iran dans le golfe Persique et la mer d'Oman, promulguée en 1993, j'ai l'honneur de déclarer ce qui suit :

1. Il existait, avant la promulgation de la loi en question, plusieurs lois et décrets se rapportant aux droits et à la juridiction de la République islamique d'Iran sur ses zones maritimes, chacun de ces textes traitant d'une ou de plusieurs questions relatives au droit de la mer. La Loi sur les zones maritimes a pour objet de regrouper et de compléter les diverses dispositions législatives correspondantes en un instrument statuaire unique, tenant compte du développement progressif du droit de la mer, y compris l'extension des juridictions des États côtiers.

2. On notera que le droit international de la mer comprend diverses règles et dispositions qui ont été codifiées et/ou développées dans les Conventions de 1958 et 1982 sur le droit de la mer. Il est donc difficile de croire qu'il existe un consensus international sur diverses règles et pratiques ayant trait à cet ensemble de lois.

3. La Loi sur les zones maritimes ne contient aucune disposition entravant la navigation dans le golfe Persique et la mer d'Oman. La République islamique d'Iran n'émet pas d'objections à la liberté de navigation, sous réserve qu'elle

ne porte pas préjudice à la paix, à l'ordre public ou à la sécurité des États côtiers, conformément au droit international.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale au titre des points 7, 10 et 24 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Kamal KHARRAZI
